

Décision n° DRIEE-SDDTE 2017-240 du **05 DEC. 2017**
Dispensant de la réalisation d'une étude d'impact en application
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région d'Île-de-France
Préfet de Paris
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 juin 2017 de monsieur le Préfet de la région Île-de-France portant délégation de signature en matière administrative à Monsieur Jérôme Goellner, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France ;

Vu l'arrêté n°2017-DRIEE-IdF-247 du 20 juin 2017 portant subdélégation de signature en matière administrative de Monsieur Jérôme Goellner, ingénieur général des mines, directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France à ses collaborateurs ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F01117P0236 relative au **projet de construction d'un parking à étages et d'un parc au sol situé place Gaston Beau au sein du pôle Gare d'Etampes à Etampes dans le département de l'Essonne**, reçue complète le 31 octobre 2017 ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de la Santé d'Île-de-France en date du 06 novembre 2017 ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'un parking comprenant 450 places sur deux étages et 38 places au sol, sans niveau de sous-sol ;

Considérant que le projet prévoit la création d'une aire de stationnement ouverte au public de plus de 50 unités et qu'il relève donc de la rubrique 41°a) « Projets soumis à examen au cas par cas » du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet s'implante sur un terrain déjà imperméabilisé, actuellement à usage de stationnement de surface ;

Considérant que le projet est situé à proximité immédiate de la Gare d'Etampes et a vocation à faciliter l'accès des voyageurs au réseau ferré ;

Considérant que le projet se situe dans le périmètre d'une aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) ainsi que dans le périmètre de protection de la Tour de Guinette, monument historique classé ;

Considérant que le projet doit être soumis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France et, qu'à ce titre, le pétitionnaire indique que le projet a fait l'objet d'une étroite concertation et conception avec les services de ce dernier qui ont défini et validé l'architecture ainsi que l'implantation de l'ouvrage ;

Considérant que le projet est d'une hauteur d'environ 10 mètres et que ses façades feront, selon la perspective présentée dans le dossier, l'objet d'un traitement architectural (de revêtement apparence bois avec végétalisation des terrasses et des abords du bâtiment) ;

Considérant que le site ne présente pas de sensibilité particulière au regard des périmètres de protection ou d'inventaire relatifs notamment aux milieux naturels, à l'eau et aux risques naturels et technologiques ;

Considérant que le projet est longé par une infrastructure bruyante (voie ferrée), classée en catégorie 1 au titre du classement sonore départemental des infrastructures terrestres ;

Considérant que deux sites BASIAS (inventaire historique des activités industrielles et de service) sont recensés à proximité du site et qu'une étude de pollution est en cours ;

Considérant, en tout état de cause, qu'il est de la responsabilité du pétitionnaire de prendre les mesures nécessaires pour garantir la compatibilité de l'état du site avec les usages projetés, conformément aux circulaires du 8 février 2007 relatives aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

Considérant que les travaux, d'une durée prévisionnelle de 18 mois, sont susceptibles d'engendrer des nuisances telles que bruits, poussières, pollutions accidentelles et obstacles aux circulations et que le maître d'ouvrage devra respecter la réglementation en vigueur visant à préserver la qualité de vie et la sécurité des riverains en limitant les impacts de ces travaux sur l'environnement ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le maître d'ouvrage et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou sur la santé ;

Décide

Article 1^{er}

La réalisation d'une étude d'impact n'est pas nécessaire pour le projet de construction d'un parking à étages et d'un parc au sol situé place Gaston Beau au sein du pôle Gare d'Etampes à Etampes dans le département de l'Essonne.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

En application de l'article R.122-3 (IV) précité, la présente décision sera publiée sur le site Internet de la préfecture de région et de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France.

Pour le préfet de la région d'Île-de-France et par délégation, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie de la région d'Île-de-France

L'adjointe à la chef du service
du développement durable des territoires
et des entreprises
D.R.T.E. Île-de-France
Nathalie POULET

Voies et délais de recours

La décision dispensant d'une étude d'impact rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut pas faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision approuvant le projet.